
SEANCE DU 21 JUIN 2021

Présents : MM. MAES Valérie, Bourgmestre - Présidente
AVRIL Jérôme, CECCATO Patrice, ALAIMO Michèle, HOFMAN Audrey, MATHY Arnaud,
Echevins
CUSUMANO Concetta, FRANSOLET Gilbert, FRANÇUS Michel, GAGLIARDO Salvatore,
FIDAN Ағнар, AGIRBAS Fuat, MICCOLI Elvira, BURLET Sophie, BENMOUNA Abdelkarim,
TERRANOVA Rosa, VENDRIX Frédéric, D'HONT Michel, DUFRANNE Samuel, HANNAOUI
Khalid, MALKOC Hasan, SCARAFONE Sergio, ODANGIU Iulian, CLAES Sophie,
VANDIEST Philippe, DELL'AERA Alain, BELLICANO Thomas, Conseillers
VRANKEN Cédric, Président du C.P.A.S. f.f.
LEFEBVRE Pierre, Directeur Général

PT 6 - SÉANCE PUBLIQUE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE - Règlement relatif au budget participatif - Adoption.

LE CONSEIL,

VU le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1321-3 ;

VU le décret du 1 avril 2021 modifiant les articles 1er, 4, 5 et 8 du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux ;

VU le programme stratégique transversal, l'action 1.4.1.2. « Favoriser la mise en place de budgets participatifs » ;

CONSIDERANT que le conseil communal peut décider d'affecter une partie du budget communal, appelée budget participatif, à des projets émanant de comités de quartier ou d'associations citoyennes dotées de la personnalité juridique, selon les modalités qu'il détermine ;

CONSIDERANT que le budget communal 2021 prévoit un montant de 10.000 € au titre du budget participatif ;

CONSIDERANT qu'il revient désormais au conseil communal de fixer les modalités du budget participatif, en adoptant un règlement ad hoc ;

CONSIDERANT que le budget participatif est un processus dynamique, appelé à évoluer en fonction des réalités de terrain et du montant qui lui est alloué chaque année par le conseil communal et que le règlement pourra être adapté en conséquence ;

Sur la proposition du Collège,

A l'unanimité des membres présents,

DECIDE

D'adopter le règlement relatif au budget participatif, tel que repris ci-après :

Section 1^{ère} – Dispositions générales

Article 1 – Le budget participatif est un dispositif qui permet aux habitants et associations saint-niclausiennes de proposer l'affectation d'une partie du budget annuel de la Commune à un projet citoyen.

Le présent règlement vise à définir la procédure de candidature et de sélection des projets concernés par le budget participatif, éventuellement prévu par le Conseil communal dans le budget communal annuel.

Article 2 – Au-delà de l'implication directe du citoyen dans la répartition de budgets publics, ce dispositif vise à :

- permettre aux citoyens de prioriser les projets importants pour la vie quotidienne de leur localité, de leur quartier ou de leur environnement immédiat ;

- participer à l'amélioration du cadre de vie des habitants ;
- rapprocher les habitants de leurs institutions locales ;
- renforcer la démocratie participative à Saint-Nicolas.

Article 3 – Le budget participatif porte sur l'ensemble du territoire communal de Saint-Nicolas. La réalisation des idées proposées se situera géographiquement uniquement dans ce périmètre.

Article 4 - Le montant affecté au titre de budget participatif est fixé chaque année par le Conseil communal, en fonction de la situation financière de la Commune.

Si le projet dépasse le montant attribué, un phasage sur plusieurs années peut être envisagé, mais le montant total dédié au projet ne pourra en aucun cas dépasser deux fois le montant mis à disposition pour l'année en cause.

Section 2 – Projets concernés et modalités de candidature

Article 5 – Peuvent introduire un projet :

- 1° les personnes physiques majeures domiciliés sur l'entité le jour de l'introduction de leur demande, agissant en groupement ;
- 2° les associations de fait établies sur l'entité ;
- 3° les ASBL ayant leur siège social sur l'entité.

Lorsqu'une association de fait ou un groupement d'habitants dépose un projet, il doit désigner une personne qui en sera le porteur.

Article 6 - Pour être jugés recevables, les projets proposés devront :

- 1° rencontrer l'intérêt général, respecter la localisation prévue à l'article 3 et apporter une plus-value au territoire communal (dans son ensemble, dans un de ses quartiers, sur un site particulier etc.) ;
- 2° être visibles et accessibles à toutes et tous ;
- 3° toucher le plus grand nombre de citoyens possible ;
- 4° s'inscrire dans les objectifs visés à l'article 2 ;
- 5° avoir un caractère durable (durée de vie, matériaux, ...) ;
- 6° être suffisamment précis pour pouvoir être estimé juridiquement, techniquement et financièrement par la commission de sélection et les services communaux. Le projet proposé ne doit donc pas être une simple suggestion ou idée ;
- 7° être réalisables dans un délai de maximum un an ;
- 8° ne générer aucune plus-value à titre privé ;
- 9° ne pas comporter des éléments de nature discriminatoire ou diffamatoire ;
- 10° relever des compétences communales ;
- 11° être cohérents et compatibles avec les réalisations et projets en cours sur le territoire de la Commune.

Si le projet proposé comprend des fournitures ou travaux devant équiper des espaces ou bâtiments publics, ceux-ci devront être conformes aux réglementations et agréments relatifs aux équipements d'infrastructures publiques.

Le dispositif ne permet pas de financer des constructions sur terrains privés.

Article 7 – Afin de faire connaître le dispositif et inviter la population à participer, le Collège procèdera à un appel public, tant par voie d'affiches que par un avis inséré sur le site Internet communal. Si cette période coïncide avec la parution du bulletin communal d'information, l'avis y sera également inséré. Les réseaux sociaux seront également utilisés pour la promotion du concept.

Les formulaires de participation seront aussi disponibles sur le site Internet communal.

Article 8 – Les porteurs de projets déposent leur projet via un formulaire papier ou via l'adresse électronique renseignée dans l'appel à candidatures. La collecte des projets s'effectue pendant une période de 2 mois à partir de la diffusion de l'appel public visé à l'article 7.

Le dossier déposé devra comprendre obligatoirement, sous peine d'irrecevabilité :

- 1) un descriptif précis du projet et le cas échéant sa localisation ;
- 2) l'intérêt général rencontré ;
- 3) une justification du caractère durable, innovant et mobilisateur ;
- 4) une description des moyens techniques à mettre en œuvre ;
- 5) le cas échéant, le dossier comprendra une notice reprenant les normes techniques du matériel proposé ;
- 6) une estimation budgétaire détaillée.

Un seul projet par porteur sera accepté.

Section 3 – Commission de sélection

Article 9 – Il est institué une commission de sélection, ci-après la commission, chargée de faire connaître le dispositif, sélectionner les projets et participer au suivi du budget participatif.

Les membres de cette commission sont désignés pour 3 ans.

Article 10 – §1^{er}. La commission est composée de membres effectifs, de membres observateurs et d'éventuels membres suppléants.

§2. Le conseil communal désigne les 10 membres effectifs de la commission parmi la population, sur base d'une candidature introduite conformément à l'article 12.

La composition de la commission devra respecter, autant que possible :

- la pyramide des âges spécifique à la Commune,
- l'équilibre hommes/femmes,
- une bonne représentation des intérêts sociaux (notamment du point de vue du niveau d'étude), économiques (notamment du point de vue de la profession exercée), patrimoniaux, environnementaux, et de mobilité, ainsi que de la répartition géographique.

Le conseil communal accorde la priorité aux candidats qui n'ont pas encore siégé à la commission.

§3. Au nombre fixe d'effectifs, le Conseil communal peut choisir adjoindre un ou plusieurs suppléants qui représente(nt) le(s) même(s) centre(s) d'intérêt(s) que l'effectif.

§4. Les membres de la commission visés aux §§2 et 3 ne peuvent être détenteurs d'un mandat politique électif, en ce compris au Conseil de l'Action Sociale.

§5. Sont membres observateurs de la commission :

- 4 membres du Collège désignés par lui ;
- un membre du Conseil communal par groupe politique qui n'est pas partie au pacte de majorité ;
- 5 agents de l'administration communale au maximum, désignés par le Collège sur proposition du Directeur général.

Article 11 – Au plus tard trois mois avant l'échéance du mandat des membres de la commission, le Collège lance un appel aux candidatures afin de composer la commission.

L'appel, d'une durée minimale de 30 jours, est publié aux valves communales, sur le site internet communal et relayé sur les réseaux sociaux. Si cette période coïncide avec la parution du bulletin communal d'information, l'appel y sera également inséré.

Seule les personnes physiques majeures domiciliés sur le territoire communal peuvent être membres effectifs de la commission.

Les membres de la commission ne peuvent être porteurs d'aucun projet, ni personnellement, ni au travers d'un groupe ou association auquel ils appartiendraient ou des personnes avec lesquelles ils ont un lien d'alliance (cohabitation légale incluse) ou de parenté jusqu'au 3^{ème} degré inclus.

Article 12 – La commission se réunit autant de fois que nécessaire. Au besoin, elle peut s'entourer d'experts, membres ou non du personnel communal, dans les conditions déterminées par le Collège.

La commission peut arrêter son règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation du Collège.

Article 13 – Le mandat de membre de la commission s'exerce à titre gratuit.

Section 4 – Examen et sélection des projets déposés

Article 14 – Dans le mois suivant la clôture de l'appel à projets visé à l'article 7, les services communaux examinent si les projets déposés sont recevables au regard du présent règlement.

Les projets recevables sont soumis à la commission. Les projets ne respectant pas le présent règlement seront communiqués à la commission de sélection pour information. Les initiateurs du projet seront informés des causes d'irrecevabilité.

Article 15 – Chaque porteur de projet pourra être invité à présenter son idée, dans le cas où elle répond aux critères du présent règlement, à l'occasion d'une réunion de la commission. Les propositions très proches pourront être fusionnées par la commission.

Les projets sélectionnés au regard des crédits disponibles repris à l'article 4 seront listés et communiqués au Collège et aux services communaux pour étude.

Pour être sélectionnés, les projets devront rassembler au moins l'accord de $\frac{3}{4}$ des membres effectifs présents de la commission.

Article 16 – Les services communaux vérifieront la faisabilité technique des projets sélectionnés. Les participants et la commission pourront être contactés par les services communaux et des modifications concertées pourront être proposées pour faciliter la mise en œuvre.

Section 5 – Mise en œuvre des projets retenus

Article 17 – Sur proposition de la commission et après l'étude de faisabilité, le Collège lance la mise en œuvre des projets retenus, dans le respect des prescrits légaux (règles budgétaires, marchés publics etc.).

La commune sera maître d'ouvrage des réalisations.

Section 6 – Dispositions finales

Article 18 – Le présent règlement et le processus du budget participatif seront évalués par la commission qui pourra proposer des pistes d'amélioration.

Article 19 - Dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement, tout participant consent au traitement de ses données à caractère personnel par la commune et notamment à la diffusion publique de son nom.

Article 20 - En participant à l'appel à projets, les porteurs de projet acceptent que la commune puisse transmettre, diffuser, exposer et/ou réutiliser les informations liées au projet, sur tout support et sans appel et ce sans dédommagement.

Article 21 – Par dérogation à l'article 11, le premier appel à candidatures pour la constitution de la commission de sélection est diffusé par le Collège dans les 3 mois suivant l'adoption du présent règlement.

Article 22 - Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication par affichage conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

CHARGE la Direction générale du suivi.

Le Directeur Général,
(s) LEFEBVRE Pierre

Le Directeur Général,
LEFEBVRE Pierre

PAR LE CONSEIL,
POUR EXTRAIT CONFORME
PAR LE CONSEIL

La Présidente,
(s) MAES Valérie

La Bourgmestre,
MAES Valérie